

Etang de Berre : « Réponses » aide à progresser sur la qualité de l'air

Cinq ans après son lancement, le dispositif de dialogue Réponses continue d'avancer dans l'amélioration de l'information, concernant la lutte contre la pollution de l'air autour de l'étang de Berre. Le bilan 2023 était présenté le 28 mars.

Jean-Christophe Barla , le mardi 02 avril 2024



(JCB) - A travers les représentants des différents collèges (associations, experts, industriels), Réponses parvient à transformer en actions les attentes des citoyens.

Quand l'atmosphère des concertations publiques se réduit de plus en plus à une confrontation de postures et d'opinions plutôt qu'à la quête collective de compromis acceptables et réalisables, la première réussite du dispositif [Réponses](#) est d'être parvenu à **un dialogue apaisé et constructif**.

La rencontre du 28 mars, chez [Provence Studios](#), à Martigues, destinée à présenter le bilan des actions engagées sur les 145 identifiées au lancement de l'initiative en 2019, a démontré qu'industriels, associations, services de l'Etat, scientifiques, élus ou simples citoyens ont appris à **se projeter au-delà de leurs désaccords**.

Né avec vingt participants, le dispositif en associe désormais 55. Et suscite toujours l'intérêt, puisque [Laurent Vergély](#), aujourd'hui directeur des opérations industrielles de [Carbon](#) après plusieurs années chez Airbus Helicopters, rejoint les réflexions et travaux, dans le souci de **préparer au mieux l'implantation de la future usine de panneaux et cellules photovoltaïques à Fos-sur-Mer**.



« J'étais très sceptique sur la capacité de Réponses à construire des demandes, lorsque le GMIF* s'y est investi. Je me suis trompé, j'ai compris la démarche d'intelligence collective. Il faut se confronter le plus tôt possible à toutes les parties intéressées pour être capable très vite de prendre des contre-mesures, de partager un socle commun. Tout industriel est un citoyen. En m'impliquant, j'entends bien réconcilier nos concitoyens avec l'industrie ».

De la méfiance à la confiance

En cinq ans, les équipes de Réponses ont entendu et **recueilli les attentes et perceptions de plus de 4 000 personnes sur les 21 communes du pourtour de l'étang de Berre et du golfe de Fos**, en allant les chercher jusque sur les marchés ou près des écoles. *« Nous tenons à écouter et toucher le plus de monde possible, aussi ceux les plus éloignés des modes de concertation habituels, comme les jeunes. Il est indispensable de garder toute la parole des citoyens, puis de la traduire en actions concrètes et de rendre des comptes. Auparavant, les habitants pouvaient se sentir méprisés, laissés pour compte, quand ils exprimaient des préoccupations. En pilotant le suivi des actions, les associations jouent un rôle primordial »*, indique [Gwenaëlle Hourdin](#), déléguée générale du [SPPPI](#)** Provence-Alpes-Côte d'Azur, qui coordonne le dispositif.

René Tassy, président de l'[association Eco-Relais Côte Bleue-Etang de Berre](#), admet que *« de la méfiance, on est passé à la confiance dans la vigilance »*. Il souhaiterait qu'un plus grand nombre de jeunes, supposés sensibles à la protection de l'environnement, s'investissent, le *« panel citoyen »* devant ouvrir bientôt un appel à candidatures.

A LIRE AUSSI

[Fos-sur-Mer : GravitHy au tamis de la concertation](#)

Des efforts mesurés objectivement

Chargé de mission d'[Atmosud](#) pour le contrôle de la qualité de l'air, [Sébastien Mathiot](#) souligne la tendance à la réduction de la pollution atmosphérique sur le territoire. *« On mesure les efforts accomplis pour maîtriser les différentes molécules. Nous avons développé un nouvel indice, l'cair, pour l'évaluer de manière globale et l'indice est passé de 6,5, en 2013, à 5 sur une échelle de 10. C'est un progrès sur l'exposition des populations, mais il faut continuer. Quand nous atteindrons 1, nous serons très bien ! »*.

Il annonce qu'une réactualisation de l'étude [Scenarii](#) qui avait été conduite pour mesurer les risques des cumuls de polluants sur la santé, sera effectuée cette année avec l'Agence régionale de santé, la Dreal, la Région. *« Réponses est un accélérateur d'actions »*, juge-t-il.

Au nom du collège des industriels, [Marc Bayard](#), président d'Environnement Industrie, avait contribué au lancement de la plateforme « [Allo Industrie](#) » pour que les usines puissent alerter en amont et en temps réel leurs riverains de possibles émissions ou d'épisodes de torche.

Ce 28 mars, une cheminée de Naphtachimie, à Lavéra, crachait une flamme visible à des kilomètres à la ronde. L'information a été diffusée sur Allo Industrie. Mais le monde industriel s'est attelé à une action, « *unique en France et en Europe* », assure-t-il, visant à **diminuer les émissions de COV** (composés organiques volatils) qui se diffusent dans l'air ambiant, en raison de microfuites, de pertes d'étanchéité sur des installations ou de manière accidentelle.

La Dreal Paca l'a facilitée par arrêté préfectoral. « *Les efforts accomplis ont abouti à la réduction de 24 % de ces émissions, c'est l'équivalent de 1 000 tonnes par an. Réponses nous aide à mieux communiquer sur nos réalisations et à aller plus loin que la réglementation dans notre volonté d'amélioration* », ajoute Marc Bayard.

Le caractère inédit et exemplaire de la démarche lui vaudra d'être présentée le 22 avril à Marseille, lors du prochain Conseil national de l'air. « *Une telle initiative mérite d'être portée sur d'autres territoires et au niveau national* », a confié [Claire Pitollat](#), députée des Bouches-du-Rhône et présidente de ce Conseil.

() Groupement maritime et industriel de Fos.*

*(**) Secrétariat permanent pour la prévention des pollutions industrielles.*